

## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)**

**Personne publique contractante :**  
**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE**  
**DE LA REUNION**  
**5 B rue de Paris – CS 31023**  
**97404 Saint-Denis Cédex**

**N° 2325SGIMO26**

**Objet de la consultation :**  
**Travaux d'étanchéité de toiture et dalles du site de la MEFS**

## **SOMMAIRE**

- 1. Objet de la consultation – dispositions générales**
- 2. Délai et durée du marché**
- 3. Nature du marché**
- 4. Procédure de passation**
- 5. Lieu d'exécution**
- 6. Présentation et mode de paiement**
- 7. Durée de validité de l'offre**
- 8. Conditions d'envoi des offres**
- 9. Responsabilité du titulaire**
- 10. Critères**
- 11. Réception**
- 12. Pénalité de retard**
- 13. Justificatifs à produire**
- 14. Nature et règlement des prix**
- 15. Règlement des différends**

## 1. Objet de la consultation, dispositions générales

### 1-1- Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet des travaux d'étanchéité toiture et dalles des bâtiments du site MEFS, situé au 15 route de la Balance, Commune de Saint-Pierre, 97410.

### 1-2- Nettoyage

A la fin des travaux, le titulaire devra effectuer les finitions et nettoyage nécessaire pour restituer le site propre.

Toutes les opérations de remise en état sont à la charge de l'entreprise retenue. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

### 1-3- Sécurité

Le titulaire du marché sera tenu responsable de tous les accidents qui pourraient résulter de son fait. Les zones de travail devront faire l'objet d'un balisage à l'aide de panneaux et tous autres équipements réglementaires et/ou nécessaires pour le chantier. Il est à préciser que les travaux se dérouleront en milieu occupé par le personnel de la CCI Réunion, les apprenants et le public extérieur. Les travaux devront être organisés afin de causer le moins de nuisance possible.

### 1-4- Réalisation des travaux

Au vu des contraintes liées aux activités du site, il est demandé aux candidats :

- De présenter dans leurs offres le planning détaillé d'intervention de leurs tâches ;
- D'effectuer une visite obligatoire (attestation de visite en annexe), un état des lieux avant dépôt des offres

La réalisation des travaux devra tenir compte que les locaux restent ouverts aux publics.

#### Contacts :

Directeur du Pôle Immobilier, Roanito INFANTE, [roanito.infante@reunion.cci.fr](mailto:roanito.infante@reunion.cci.fr), Tel : 06 93 77 92 17

ou

Responsable du service moyens généraux Sud, Chantale PHILIPPE, [chantale.philippe@reunion.cci.fr](mailto:chantale.philippe@reunion.cci.fr) , tel 06 92 31 36 86

## 2 - Délai et durée du marché

### 2-1 - Délai

Le délai global des travaux est fixé à 2 mois.

Ce marché prendra effet à sa date de notification et se terminera lorsque l'ensemble des travaux, objet du présent contrat seront réalisés.

### 3 – Nature du marché

Le candidat retenu devra fournir tous les matériaux et le matériel nécessaire à leur mise en œuvre ainsi que tous les transports et manutentions diverses. Il sera également dû, tous les travaux nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages.

Les candidats devront en outre se rendre compte sur place de l'état des lieux et des difficultés éventuelles d'exécution des travaux.

En fin d'intervention, l'entrepreneur devra effectuer le nettoyage dû à l'exécution de ses travaux. Les locaux seront rendus nets de toutes souillures. L'entreprise assurera l'évacuation de tous ses déchets aux décharges publiques. Il devra également réaliser un nettoyage soigné de tous ses ouvrages, pour la réception. Les lieux devront être immédiatement opérationnels.

#### 3-1 – Allotissement

Le présent marché est à lot unique

#### 3-2 Variante : Non

#### 3-3 Option : Non

### 4- Procédure de passation et forme du marché

La procédure de consultation utilisée : procédure adaptée en application des articles R2123-1 ; R2123-5 du décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

### 5 – Lieu d'exécution

L'ensemble de ces travaux est situé géographiquement à :

CCI Réunion - Maison de l'Entreprise et de la Formation Sud (M.E.F.S.)  
15 route de la Balance  
97410 Saint Pierre

### 6 - Présentation et mode de paiement

**Le paiement se fera par virement** bancaire d'après le RIB fourni par le candidat

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a rendu la **facturation électronique obligatoire** dans les marchés publics de manière progressive. Déjà déployée pour les entreprises de plus de 10 salariés la **facturation électronique est devenue obligatoire** depuis le 1er janvier 2020 (article L. 2192-1 du Code de la Commande Publique).

Cette obligation suppose que l'ensemble des demandes de paiement soient transmises de manière dématérialisée sur le portail public de facturation, désigné sous le nom de **Chorus PRO**.

Il s'agit d'une solution mutualisée, **mise à disposition par l'Etat** et qui **le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique**.

Conformément à la réglementation en vigueur, les factures sont déposées sur la plateforme de l'Etat « Chorus PRO » : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Vos factures et pièces complémentaires sont à déposer avec le code siret et code service suivants

Service Général	189 742 117 00014
Code Service	SG-DIRECTION FINANCIERE

## 7 - Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres prévue dans l'avis.

## 8 – Conditions d'envoi des offres

(Cf. Article 5 du Règlement de Consultation)

## 9 - Responsabilité et engagement du titulaire

Obligation de discrétion et de confidentialité

### Obligations :

L'entreprise est tenue de se conformer aux lois relatives :

- À la protection de l'environnement et de l'urbanisme
- Aux normes françaises et/ou européennes (les documents techniques)
- Aux textes relatifs à l'accessibilité des personnes porteuses de handicap,
- Aux textes contre les risques d'incendie dans les ERP,
- Aux textes relatifs à la protection des travailleurs (Code du Travail)
- Aux règles ou recommandations professionnelles
- Aux établissements recevant du public
- À la sécurité des installations et notamment des installations électriques
- Aux conditions d'exercice fixées pour le titulaire selon sa profession et d'une manière générale selon son activité.

Par ailleurs, les détails techniques d'exécution, la résistance aux intempéries, au vent et au feu la fixation des ouvrages.

L'entreprise devra fournir dans son offre la documentation technique des matériaux de mise en œuvre et les PV d'essais à jour, notamment l'attestation de conformité

## 10 – Les critères retenus pour la sélection des offres : cf. art 6 du RC

- Prix : 40 %
- Délai : 20 %
- VTO : 40 %

## 11 – La réception

Les opérations préalables à la réception comportent :

La reconnaissance des prestations exécutées par nature aux dates indiquées dans le planning d'exécution des travaux et en concordance avec le cahier des charges.

Dans le cas de constatation éventuelle :

- d'imperfections,
- d'inexécution des prestations prévues au marché,
- ou de malfaçons, relatives à l'achèvement des travaux

Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par la maîtrise d'ouvrage et signé par l'entrepreneur ; si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

Si dans le délai de cinq jours l'entrepreneur n'a pas levé ses réserves la CCIR se réserve le droit le faire appel à une autre entreprise et ceci aux frais du titulaire du marché.

Il sera alors proposé de prononcer la réception des ouvrages.

## **12 - Pénalités de retard**

Pour des raisons d'organisation, il est demandé au prestataire d'indiquer dans son offre la durée précise d'exécution des travaux en nombre de jours (cf planning).

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de :

- retard dans la livraison dans le programme d'exécution des travaux : 300 Euros ttc par jour ouvré de retard par rapport au planning annoncé,
- toute modification d'exécution des travaux sans l'accord de la CCI Réunion : 500 Euros par modification

Au-delà d'un cumul de 7 jours de retard dûment constatés, la résiliation du marché peut être prononcée sans mise en demeure préalable. De ce fait, les frais et charges dus au changement de prestataire, incombent au titulaire.

Les pénalités seront calculées pour chacune des phrases, conformément au planning établi par le titulaire et accepté par la CCI Réunion.

### Pénalités en cas d'absence aux réunions :

Des réunions de chantier auront lieu à la demande de la CCI Réunion qui précisera le jour à la notification du marché. En cas d'absence à une réunion à laquelle le Titulaire a été conviée, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire s'élevant à 80 Euros TTC.

### Défaillance du titulaire :

En cas de non-réalisation des prestations dans les délais fixés et en cas de non-signallement de la part de l'entreprise, la CCI Réunion pourra, après simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, résilier de plein droit le présent contrat, et faire appel à un autre prestataire.

## **13 – Justificatif à produire**

Le candidat retenu devra fournir soit l'état annuel des certificats reçus 3666-SD soit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée pour justifier qu'il satisfait aux obligations rappelées aux articles R2143-5 du décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

L'absence de ces documents entraînera le classement de l'offre "sans suite"

## 14- Nature et règlement des prix

Les prix sont fermes et forfaitaires

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations de ce type. Le marché est traité à prix ferme et forfaitaire. Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément au code de la Commande Publique.

### **Avance :**

Confère article R. 2191-3 à 19 du décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 relatif au Code de la commande publique.

### **Acompte :**

Confère article R.2191-20 à 22 du décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 relatif au Code de la commande publique

## 15 - Règlement des différends

Le droit français seul est applicable en cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

### **Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif - secrétariat du greffe, 27 rue Félix Guyon – CS 61107-97404 Saint Denis Tel. 02 62 92 43 61 Fax : 02 62 92 43 62

### **Introduction des recours :**

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de notification du marché.

## Dérogation

L'article 12 du CCP déroge à l'article 19 du CCAG travaux

A \_\_\_\_\_, le

“Lu et accepté”

Le prestataire

(Signature et cachet)

*“à parapher toutes les pages svp”*

**ANNEXE****Cahier des Clauses Particulières****ATTESTATION DE VISITE****Marché n° 2325SGIMO24****Travaux d'étanchéité toiture et dalles du site MEFS****CCI Réunion**

Je soussigné(e), M.....de la CCI Réunion certifie :

Δ avoir reçu M. ....de l'Entreprise .....

Δ avoir fait visite le ou les sites suivants : .....

Δ sans objet : .....

**> à intégrer l'attestation de visite à l'offre.**

Le .....2025

Signature & Nom du représentant  
de la société

Signature & Nom du représentant  
de la CCI Réunion

Cachet de l'entreprise (facultatif)